

Philippe Rygiel¹

Les historiens dans l'espace électronique²

1] Genèse

En octobre 2002, se tenait à Paris, dans les locaux de l'École Normale Supérieure, à l'initiative de deux revues d'histoire, *Le Mouvement Social*³ et *Memoria e Ricerca*⁴, et de l'équipe Réseaux-Savoirs-Territoires⁵ de l'École Normale Supérieure, une journée d'études consacrée aux usages faits par les historiens des ressources offertes par le réseau Internet. Le souci premier des organisateurs était de réfléchir aux conditions de la mise en ligne des revues historiques savantes et aux incidences que pouvait avoir celle-ci. Par extension et parce que les animateurs et les dirigeants de ces revues sont avant tout des historiens, nous avons aussi le souci de réfléchir aux éventuelles conséquences du développement du réseau et de la diffusion de son usage sur nos pratiques d'historiens, c'est-à-dire de lecteurs, d'écrivains et d'enseignants.

Nous avons donc réuni les représentants de quelques revues et quelques historiens impliqués depuis longtemps dans la production de dispositifs numériques ou de ressources réseaux⁶.

Les échanges qui s'engagèrent alors se poursuivirent, à distance, ou au gré de rencontres informelles, cependant que naissait, enfin, serions-nous tentés d'écrire, un débat parmi les historiens et les praticiens des sciences humaines, dont le thème central était la numérisation et la mise en ligne des revues. Nous jugeâmes alors qu'il pouvait être utile de livrer à un public

¹ Philippe Rygiel est maître de conférences à l'Université Paris I, membre du centre d'histoire sociale du XXe siècle, du secrétariat de rédaction du *Mouvement Social* et de l'équipe Réseaux Savoirs Territoires.

² Je tiens à remercier Serge Noiret de sa relecture attentive et précise de la première version de ce texte.

³ <<http://biosoc.univ-paris1.fr/>>.

⁴ <<http://www.racine.ra.it/oriani/memoriaericerca>>.

⁵ <<http://barthes.ens.fr/>>.

⁶ La présentation et le programme de cette journée sont disponibles sur le site Clio à <<http://barthes.ens.fr/cliio/dos/inter.html>>.

plus large quelques-unes des données et des réflexions que nous avons échangées, en des termes les plus accessibles et les moins encombrés de données techniques possibles.

La naissance de ce débat signalait aussi des transformations, qui, sur un mode mineur, contribuèrent sans doute à la décision de réunir les textes présentés ici. Durant près de dix ans, la production de contenu historique pour le réseau fut l'affaire, en France, en Italie et en Espagne, de quelques bricoleurs passionnés. Les échanges au sein de ces petits milieux d'interconnaissance étaient d'autant plus fréquents que les activités réseaux n'étaient pas alors considérées comme très sérieuses, voire vertueusement tenues pour suspectes. Produire un florilège des déclarations ou des écrits d'il y a une dizaine d'années serait assez peu charitable, nous nous contenterons d'écrire que le paysage s'est brutalement et rapidement modifié. Internet est aujourd'hui une affaire d'équipes, au sein desquelles la division du travail tend à reprendre ses droits, d'institutions et de plus en plus et au sens propre, une affaire d'état, même quand il s'agit de produire des contenus scientifiques mous. La place accordée par nous aux récits de pratiques, et le choix de certains des auteurs ou de certains des objets étudiés était aussi une façon de témoigner de ces débuts, voire de rendre à certains un discret hommage.

2] Les territoires d'Internet

Les textes qui composent cet ouvrage portent la marque de cette genèse, ce d'abord par la géographie qu'ils dessinent. Nés d'une initiative franco-italienne, qui ne s'expliquait que parce qu'existaient des liens entre les deux revues à l'origine de cet événement, il accorde logiquement une place prépondérante aux expériences italiennes et françaises, même si Inaki Lopez Martin nous fournit un contrepoint espagnol. La comparaison des deux expériences n'a pas beaucoup plus de légitimité qu'une comparaison germano-espagnole ou austro-portugaise, nous considérons cependant que la confrontation de deux expériences nationales avait dans ce contexte, en soi, une vertu. L'histoire, plus que toute autre science humaine est, en tant qu'institution, intimement liée aux États-Nations, et Serge Noiret, observant la toile italienne, dont les contenus s'ordonnent en fonction des caractéristiques de la mémoire nationale italienne, le montre ici d'évidence. De ce fait l'organisation, les questionnements, voire parfois les pratiques ou les critères d'évaluation de la production historique, diffèrent de pays à pays. Il est

tentant de considérer comme une conséquence de cela le fait que la confrontation des historiens à Internet ait pris localement des formes très différentes, ce que nous ne pouvons imputer, Pierre Yves Saunier le montre ici, étudiant la quasi-absence des historiens français des listes de diffusion historiques, très prisées des chercheurs de langue anglaise ou de langue allemande, à des facteurs techniques ou linguistiques. Même si le lecteur peut ne pas être d'accord avec la vigoureuse description faite par Pierre-Yves Saunier de l'habitus de l'historien français, qui expliquerait son absence de ces lieux, le point est important. Il signale que penser les usages nationaux ou professionnels uniquement en termes d'avance ou de retard n'a souvent pas de sens et qu'il faut garder à l'esprit, lorsque l'on réfléchit aux usages des dispositifs techniques, le contexte, notamment institutionnel, de leur introduction et de leur emploi.

Il se déduit aussi de cela que les univers possibles ouverts par le développement du réseau sont beaucoup moins verrouillés et leurs contours moins étroitement définis par les données techniques que ce que d'aucuns prétendent.

La description faite par Di Marco des débuts de Cromohs, la première revue électronique durable créée en Italie, aujourd'hui mondialement reconnue, qui insiste sur l'activité et les choix de ses créateurs, la part prise par les pratiques des utilisateurs du site aussi à ses transformations, le confirme, qui montre tout autant la plasticité des dispositifs numériques, que les incessants ajustements et changements auxquels procèdent les créateurs de ressources numériques. Il n'y a d'ailleurs pas lieu de s'en étonner. Internet n'est pas un outil, ni une machine, mais un assemblage, complexe et toujours changeant, d'outils, de machines, réglé, contrairement à ce que l'on lit souvent, par des protocoles précis, dont l'efficacité est garantie par de puissantes instances de régulation. Cet ensemble, qui est animé par une multitude d'opérateurs humains aux propriétés et aux fonctions très diverses, est le moyen d'interactions sociales extrêmement variées entre individus et entre institutions dont la plupart n'ont rien à voir avec le ludique, la gratuité, ou le récréatif. En ce sens, si l'on peut se servir de certains des outils ou des machines qu'Internet incorpore, nous ne nous servons pas d'Internet, mais participons à l'activité du réseau – et par ce fait même, et parce qu'Internet est un réseau, nous en transformons les propriétés – et il y a infiniment plus de façons de le faire que de se servir d'un lecteur mp3 ou d'un grille-pain. La distinction peut paraître oiseuse, ou triviale, elle n'en a pas moins son utilité. La question clé pour qui interroge les usages du réseau n'est plus en effet alors celle du plus ou moins rapide accès des utilisateurs, individuels ou collectifs, à la maîtrise de l'outil, c'est-à-dire de la reproduction par eux

d'un « bon usage », que détermineraient les caractéristiques techniques du réseau, mais celle des formes d'appropriation, ou d'évitement, des divers systèmes techniques que le réseau coagule. Ce qui circule par le biais d'Internet est alors produit par les rencontres de multiples acteurs, très inégalement pourvus en capital social et cognitif et dotés d'intentionnalités et donc producteurs de stratégies. Si les caractéristiques du réseau informent le déroulement de ces rencontres et leurs produits, en dessinant une infinité définie de possibles, d'ailleurs changeante, elles sont loin d'en déterminer les conséquences, ce que montre ici Philippe Rygiel, notant que les productions des archives départementales françaises pour le Web sont, malgré la similarité des producteurs, diverses, et intelligibles en référence au fonctionnement de ces institutions et à la culture des acteurs et non déterminées par les seules propriétés des machines et des outils logiciels existant.

C'est dire là qu'Internet est un territoire, et que l'inscription de sa marque ou l'appropriation de certaines zones physiques du réseau est l'objet de compétitions et de luttes, dont les enjeux n'ont rien de virtuel. Les fondateurs de Google sont devenus riches d'être parvenus à convaincre la majorité des usagers d'Internet de stocker l'url de leur site sur leur disque dur. Une telle conception de ce qu'est le réseau a plusieurs conséquences. Nous n'évoquerons ici que celles qui permettent de mieux définir notre objet et de comprendre certains traits des textes réunis ici.

Nous comprenons mieux, en particulier, que circule au travers de plusieurs textes, sinon de tous, la question de la mesure. L'intérêt de presque tous ceux qui produisent pour Internet pour les mesures d'audience, de fréquentation ou d'usages ne provient pas de la capacité à multiplier celles-ci. Tous ceux qui se sont risqués à l'exercice savent que si nous disposons de données surabondantes permettant de décrire l'activité du réseau⁷, il est extrêmement difficile d'évaluer et de décrire les usages des utilisateurs d'un site à partir de celles-ci. Il est à l'heure actuelle plus facile de mesurer, voire de décrire, l'audience d'une émission de télévision ou d'un quotidien que d'un site Internet. Du moins les professionnels de ces secteurs se sont-ils dotés depuis longtemps d'outils dont la fiabilité fait l'objet d'un relatif consensus, ce qui n'est pas le cas des professionnels du réseau. Si tous tentent d'élaborer des outils de plus en plus précis ou performants, ce n'est pas parce que cela est possible ou facile, mais parce que l'enjeu est particulièrement important. Il est fréquent que la rémunération de ceux qui produisent des ressources pour le réseau ne soit pas assurée par ceux qui semblent être leurs clients, mais par ceux qui profitent, directement ou indirectement des

⁷ GUICHARD (É.) (dir.), *Mesures de l'Internet*, Les Canadiens en Europe, 2004.

flux qu'ils génèrent. Elle dépend en somme des foules qu'ils drainent et des territoires qu'ils irriguent, soit des espaces de circulation qu'ils dessinent. De la qualité et de la plausibilité de l'arpentage du domaine ainsi créé dépend la bonne volonté des bailleurs de fonds de ressources et de prestige. Une bonne partie des sites de recherches et parmi eux les sites d'histoire, n'échappent pas à la règle. Beaucoup de revues électroniques, ou de portails, dont le coût n'a jamais été ni nul, ni presque nul, contrairement à ce qu'imaginent encore parfois de jeunes chargés de mission zélés, ne tirent pas à l'heure actuelle leurs ressources de la facturation de leurs services à leurs lecteurs, mais du fait qu'elles parviennent à convaincre de leur efficacité en mobilisant des stratégies argumentatives qui font largement appel à la mesure, pour des raisons qui tiennent tant à la prégnance des argumentaires s'appuyant sur le chiffre dans notre civilisation, qu'au fait que ces sites ont objectivement pour fonction, aux yeux, tant de leurs producteurs que de leurs soutiens, de stimuler la diffusion de types de contenus précisément spécifiés.

Une autre conséquence, en un tout autre registre, de notre compréhension d'Internet est que la discussion des avantages, ou des tares, en soi, de l'usage du réseau, devient oiseuse. Si celui-ci est conçu comme un champ d'activité dont le produit est la résultante des opérations d'acteurs doués d'intentionnalité et non des caractéristiques, une fois pour toute définies, d'un outil, alors son usage peut viser et parvenir autant à l'asservissement et à l'aliénation de ceux qui sont sommés d'en devenir des opérateurs et des servants⁸, qu'à l'affranchissement de groupes et d'individus capables de se fédérer et de promouvoir des usages créatifs. Cette remarque contribue à définir les contours de notre objet. Il ne s'agit pas ici de savoir si Internet est bon pour les Historiens en tant que corporation, ou pour le développement de la recherche historique, mais d'examiner ce que des historiens, ès qualité, ou des institutions de la recherche historique, ont fait, ou font quand ils participent à Internet – quand ils produisent pour le réseau, mais aussi quand ils incorporent ce qu'ils y trouvent dans leur enseignement ou leur travail d'écriture – dans l'espoir que cela nous permette de mieux comprendre certains des changements en cours. Écrire en effet que nous considérons oiseuse la question de la valeur en soi d'Internet ne veut pas dire que nous adoptons la position confortable de l'observateur distant. Nous souhaitons au contraire, par cela, redonner à la question des usages savants du réseau sa dimension proprement politique et permettre le débat, en refusant qu'il soit

⁸ GOLLAC (M.), KRAMARZ (F.), « L'informatique comme pratique et comme croyance », *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, 134, septembre 2000, pp. 4-21.

ramené à celui de la nécessaire adaptation d'une profession culturellement rétive à la nouveauté technologique, soit en refusant que la science et la technique, comme idéologies, servent à justifier des réorganisations sociales et des choix politiques qui tendent à programmer l'extinction des sciences humaines en tant que domaine de la recherche fondamentale.

L'organisation de l'ouvrage prend sens à partir de ces positions. Nous avons tenté de réfléchir, en historiens, ce que sont la plupart des auteurs réunis ici, à partir de récits de pratiques, ou de l'observation des ressources offertes aux historiens par le réseau, aux pratiques professionnelles induites ou permises par la participation au réseau. Il s'agissait en somme d'examiner les possibles transformations d'une activité conçue comme un métier, défini par ses pratiques, les relations sociales qu'il implique et ses lieux d'exercices. Et la structure de l'ouvrage reflète cette conception, qui distingue les temps de la lecture, de l'écriture, de la publication et de l'enseignement et nous permet de visiter centres d'archives, bureaux d'historiens, salles de bibliothèques et de rédaction et salles de classes, vers lesquelles nous guide Serge Letouzey, qui fut un des pionniers de l'invention de dispositifs pédagogiques électroniques destinés à l'enseignement de l'histoire. Si l'horizon qu'il évoque est celui de l'enseignement secondaire, les enseignants du supérieur, dont il semble probable qu'ils seront bientôt sommés d'informatiser leurs pratiques⁹, liront avec profit un texte qui, en filigrane, permet de comprendre que l'informatisation décrétée a souvent plus à voir avec la nécessité de soutenir la demande, de créer un marché – voire renvoie au rêve récurrent d'une augmentation de la productivité des enseignants – qu'avec le souci d'une meilleure efficacité pédagogique.

Nous n'avons pas cependant accordé autant de place à toutes les composantes du métier d'historien. La part belle est faite ici à l'écriture et à la diffusion de la connaissance historique et particulièrement aux instruments privilégiés de celle-ci que sont les revues. Cela renvoie bien sûr à notre souci premier, mais au fait aussi que, particulièrement en France, le premier débat consacré à Internet auquel les historiens participent en nombre est consacré à la numérisation et à la mise en ligne des revues savantes. Les récentes décisions prises par la direction Sciences Humaines du CNRS¹⁰,

⁹ GARCIA (S.), « Croyance pédagogique et innovation technologique. Le marché de la formation à distance au service de la démocratisation de l'enseignement supérieur », *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, 149, septembre 2003, pp.42-60.

¹⁰ « Les Revues en Sciences Humaines et Sociales », *Lettre d'information SHS*, 69, 2004.

qui reviennent à sommer la majorité des revues françaises de passer à l'âge numérique, sous peine de perdre tout soutien financier, l'expliquent bien sûr largement. Nous sommes fondés cependant à considérer qu'elles ne font que porter brutalement à la connaissance de tous des enjeux et des questions que l'évolution de l'économie de l'édition des sciences humaines et la croissance rapide du réseau conduisaient à poser, et que certains d'ailleurs posaient depuis longtemps¹¹. Nous n'avons pas ignoré les discussions en cours, d'autant moins qu'elles sont directement à l'origine de cet ouvrage. Nous les abordons cependant de façon indirecte. Le lecteur ne trouvera pas ici de prise de position tranchée et commune, la diversité des parcours et des positions des uns et des autres rendait au reste une telle perspective illusoire. De plus nous avons quelque peu déplacé les termes du débat. Nous ne nous sommes pas demandés si les revues d'histoire devaient devenir, totalement ou partiellement électroniques, ni comment elles devaient procéder pour cela. Nous nous sommes attachés à examiner ce que voulait dire produire des ressources historiques pour le réseau, quels étaient en somme les implications et les enjeux de telles pratiques. Si Francesca Anania signale que cela implique s'adresser à un lectorat qui n'est ni indéterminé, ni indifférencié, Serge Noiret et Inaki Lopez Martin rappellent, l'un dans le cas de l'Italie, l'autre de l'Espagne, que cela signifie d'abord s'inscrire dans un paysage, existant déjà, de pages et de sites proposant des discours relatifs à l'histoire. Cette inscription n'est pas co-existence, mais voisinage. La réponse à une requête adressée à un moteur de recherche, produira, en un ordre qui ne distingue pas les types de productions ou les propriétés des producteurs, mais répond à d'autres logiques, une liste qui fera se succéder sites d'amateurs passionnés, entreprises de révision idéologique et lieux d'accumulation de ressources savantes. Cela revient à la cohabitation, sur un même rayonnement, d'une synthèse universitaire, d'une plaquette rédigée par un curieux d'histoire locale et d'un pamphlet révisionniste, que ni leurs jaquettes, ni leurs paratextes ne permettraient de distinguer facilement, constat dont l'historien de métier, ici Serge Noiret, peut difficilement s'accommoder. Cela a conduit une équipe de chercheurs italiens à mener une observation systématique des sites traitant d'histoire contemporaine,

¹¹ DACOS (M.), « Le numérique au secours du papier. L'avenir de l'information scientifique des historiens à l'heure des réseaux », *Cahiers d'Histoire*, 1999/1.

dont certains des résultats sont ici diffusés pour la première fois hors de la péninsule¹².

Marin Dacos souligne lui que l'entrée dans le monde numérique implique l'accomplissement de tâches nouvelles et la mise en œuvre de compétences qui ne sont pas réductibles à celles traditionnellement requises par l'édition de textes. La dévolution de ces tâches n'est pas dictée par les caractéristiques de l'outil. Il propose ici, au nom de revues.org, un modèle d'organisation qui repose sur la mutualisation des moyens au sein de la corporation historique et l'appropriation par les producteurs de savoirs eux-mêmes des outils nécessaires à leur diffusion et nous percevons le lisant l'étendue des implications de tels choix, tant en matière de formation ou d'auto-formation des individus, que de structuration des rapports entre les différents acteurs de l'édition historique. Il est permis de penser que l'horizon, ou la ligne de fuite, d'une telle conception, est une communauté autogérée, et partiellement autofinancée, de collectifs scientifiques décidant eux-mêmes des conditions de l'exposition de leurs résultats.

Christine Ducourtieux et Éric Guichard sont là pour rappeler, la question est quelque peu absente des débats actuels, que concevoir des dispositifs savants destinés à Internet n'implique pas seulement que changent les conditions de diffusion de contenus et d'objets scientifiques inchangés. Le passage au numérique implique, ou du moins permet, bien plus qu'une diffusion plus rapide et moins chère d'articles de revues. Si l'on prend au sérieux, ce qu'ils font tout les deux, l'idée que la généralisation de la numérisation et la possibilité d'une large diffusion des productions numériques est analogue à une transformation des dispositifs d'écriture, alors surgit – on ne peut, si l'on adopte cette perspective, éviter de retrouver les conclusions de Jack Goody – la question de l'apparition de capacités cognitives nouvelles et celle de la probable invention de dispositifs savants inédits, ce qu'est déjà, Christine Ducourtieux le montre ici, la simple page Html. Les inventeurs sont, parmi les historiens, encore rares, les atlas interactifs produits sous la houlette d'Éric Guichard montrent cependant que l'innovation est ici tant possible que productive. L'exemple d'autres disciplines conduit à penser que la question ne saurait manquer de se poser aux historiens eux aussi, et par elle celle de l'éventail des compétences nécessaires et légitimes pour l'historien du XXI^e siècle, de même que celles liées au statut tant des objets produits que des producteurs. Cela revient à dire, si l'on pousse à ses consé-

¹² CRISCIONE (A.), NOIRET (S.), SPAGNOLO (C.), VITALI (S.), *La storia al tempo di Internet: indagine sui siti italiani di storia contemporanea (2001-2003)*, Bologna, Patron editore, 2004.

quences leurs argumentations, que l'adoption par une revue de la numérisation et de la diffusion par le réseau conduit à la naissance d'une revue électronique, qui n'est pas simplement une revue en ligne, parce qu'elle possède à la fois des propriétés propres et autres et parce que l'horizon des possibles ouverts à ses créateurs n'est plus le même.

Nous espérons, sans présumer d'un accord sur les fins, que les éléments de réflexion ainsi proposés, convaincront les lecteurs de la nécessité d'un débat, auquel ne prendraient pas part les seuls spécialistes de la question, sur ce qu'utiliser un ordinateur et se connecter au réseau veut dire pour l'historien. Il nous semble en effet, au-delà de leurs divergences éventuelles et de leurs diversités, que les auteurs ici rassemblés concourent à montrer que les enjeux sont d'importance pour les individus et les institutions. Nous souhaitons de plus persuader que ce débat est possible, parce que le futur de nos métiers et de nos institutions n'est pas inscrit dans les entrailles des machines qui nous servent, pour peu cependant que nous acceptions, en tant qu'individu ou que corporation, d'acquérir une maîtrise suffisante de celles-ci, condition tant d'une méfiance raisonnée face aux technodiscours que de l'ouverture et de la domestication de frontières savantes nouvelles.